

<https://levenissian.fr/Rectification-renovation,1256>



Rencontres internationalistes de Vénissieux- samedi 12
novembre 2011

Rectification, rénovation, actualisationâ€¦ la mise à jour dans le socialisme

- Internationale - Rencontres internationalistesâ€¦ - Rencontres 2011 -

Date de mise en ligne : samedi 4 février 2012

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

On va faire un petit parcours sur la situation à Cuba et aussi pour parler de l'Amérique latine. Parler des choses qui se passent en Amérique latine et qui ne sont pas reflétées dans la presse française. Il y a beaucoup de choses qui malheureusement ne sont pas diffusées, les « mauvais exemples » on ne peut pas en faire la promotion, on doit les repousser, les passer sous silence. Mais ce sont les choses les plus sympas, parce que parfois, on ouvre le jeu et on découvre des choses très intéressantes qui sont en train de reculer sur notre continent. Mais peut être que je vous donnerais des exemples.

D'abord je voudrais vous remercier pour cette invitation. C'est un classique aujourd'hui cette conférence. Mais pour moi c'est un grand honneur de recevoir cette invitation et de partager avec la population, avec les amis de Vénissieux qui sont si solidaires avec le peuple d'Amérique latine ; de la même manière que vous nous renvoyez votre respect, votre solidarité, toute la situation que vous êtes en train de vivre ici en France et aussi en Europe, de même manière générale. Ce sont des choses à Cuba qui sont très connues par la population mais pas assez. Et quelques fois on trouve qu'il y a des rêves dans le monde, dans les pays développés et quelques fois il faut aussi éduquer les gens et montrer exactement quels sont les vrais visages du système, quelle est la crise systémique que l'on est toujours de dire, mais que vous ici vous êtes en train de la vivre. Ce sont des choses très importantes.

L'année dernière nous souhaitons parler, que nous étions entrain de préparer le congrès du parti, après quelques années sans le faire. Tout à ça fini avec la discussion d'un projet de lignes directrices pour le développement économique et social du pays pour les prochaines années avec la participation d'environ 8 millions de personnes à Cuba ; parce que voilà c'est la clé de notre succès : la participation populaire de toute la population même si la population n'est pas d'accord avec ce que l'on ait en train de dire, mais il y a la possibilité de s'exprimer avec une liberté incroyable que l'on ne peut pas retrouver dans beaucoup d'autres endroits.

Et c'est une contradiction parce que si on lit, si on parle de Cuba dans les média : il n'y a pas de liberté d'expression, il n'y a pas de presse libre, on ne peut pas s'exprimer, on ne peut pas parler et si on pense quelque chose on est envoyé en prison, voilà ce sont les choses qu'on dit quand on explique quelle est la situation à Cuba. Mais c'est pour ça qu'on vous invite à partager un peu plus et surtout voyagez là bas et connaître par vous même, pas par l'ambassadeur de Cuba, les camarades, par l'ambassadeur qui vient vous faire une conférence, par vous même, vous rendre compte quelle est vraiment la situation. Une situation qui est assez complexe, qui n'est pas facile, mais ce n'est pas la chose que l'on est en train de promouvoir, l'image désastreuse de l'économie en faillite, qu'il n'y aurait pas d'espoir, que les gens sont en train de s'enfuir du pays et tout ça. Il faut trouver le juste milieu de tout ça.

Après le projet de discussion pour la ligne directrice, il y a eu 2 millions de propositions qui ne sont pas que des propositions différentes, parce qu'il y a eu aussi des propositions faites plusieurs fois par beaucoup de gens dans tout le pays. On l'a fait dans les centres de travail, dans les écoles, dans les communautés, dans les regroupements de militants, dans le parti, dans la jeunesse et nous avons travaillé tous ensemble sur le sujet, pour savoir comment est ce que l'on doit faire la mise à jour (c'est le mot que nous sommes en train d'utiliser), c'est la rectification, c'est la rénovation, c'est l'actualisation du modèle économique cubain. Et c'est exactement un modèle originaire de Cuba. On ne peut pas dire que nous avons « copier-coller » des choses sur d'autres projets. C'est notre secret, comment est ce que l'on peut résister à la chute du mur, après une vingtaine d'année, comment est ce que l'on a pu encore continuer à faire des choses là bas, en train de suivre notre rêve ? Parce que notre rêve est un original, ce n'est pas une copie et une mauvaise copie. Et c'est la première chose que nous voulons dire, on ne peut pas copier, on doit être original. On doit trouver les solutions pour chaque problème selon les conditions, selon les problèmes,

selon les possibilités.

Mais peut être est-ce un des secrets. Nos secrets sont l'unité, l'unité de la population autour d'un projet. Un projet qui est d'abord national, progressiste et indépendant et d'un modèle qui n'est pas pour être un état nationaliste parce que l'on ne peut pas seul sur cette planète, on doit partager la planète. Et ce sont des choses que quelques fois Euros! Mais si il n'y a pas la participation populaire, on ne peut pas faire une révolution, on ne peut pas appliquer les nouvelles réformes, est ce que l'on peut améliorer le modèle.

Après ça, c'était la célébration de ce congrès dans le mois d'avril. Nous avons fait une rénovation très grande des membres du comité central et du bureau politique du parti, et même il y eu l'élection d'un nouveau premier secrétaire, le camarade Fidel a décidé de ne pas se représenter, même pour être membre du comité central. Il a pris sa retraite mais il continue, beaucoup d'entre vous le lisent, à travailler d'un manière très forte et moi je peux vous assurer que c'est le cas parce que de chez lui, il continue de regarder la télévision, de lire beaucoup, d'entendre des faits, des observations, des remarques et chaque fois qu'il pense à quelque chose, moi personnellement j'ai des preuves, parce que quelques fois ce sont des choses incroyables. On ne peut pas s'attarder sur ce sujet, mais parfois, il continue, avec une lucidité incroyable. Et la semaine dernière, il nous a fait un appel téléphonique pour connaître sur l'élection de Salaza, les changements climatiques, il s'intéresse au monde, [Euros! Euros!..]. Donc il a décidé de prendre sa retraite du moins d'un point de vu de la direction, du quotidien des affaires du pays, mais il reste encore le leader de la Révolution. Il est très lucide, il suit tout, il travaille beaucoup chez lui.

Mais il y a de temps en temps des visiteurs qui sont contents d'aller là bas, comme le Président Hugo Chavez [Euros!] parce que vous savez qu'à Cuba nous avons, depuis 25 ans, un programme pour le traitement des enfants et des malades de Tchernobyl. Plus de 25 000, 25 000 personnes, qui sont surtout des enfants, on été traités gratuitement à Cuba. Et nous avons réussi à Cuba a avoir la plus grande expérience du monde, du monde scientifique, de toute la communauté scientifique pour le traitement des maladies qui sont le dérivées d'une explosion, d'une situation d'une explosion, atomique, nucléaire. Nos médecins en nucléaire sont devenus très très compétents sur ce sujet. Et c'est une expérience que nous pouvons partager au cas où il y aurait d'autres accidents de cette situation et peut être, pourquoi pas, on ne peut pas exclure une guerre nucléaire, atomique, avec la quantité, la prolifération des armes nucléaires partout, sans contrôle parfois, avec le nombre de gens qui sont un peu hallucinés.

Et le congrès a discuté de toutes les lignes directrices et il était un congrès populaire, ce n'était pas un congrès dans le salon des conventions. Toutes les sections des lignes directrices ont été discutées dans différentes sections. Il y avait des propositions de chaque province, de chaque délégation, et le débat était très fort. Il était très fort parce que 70% des lignes directrices ont été changées, modifiées, améliorées, supprimées, additionnées, c'est ce que l'on est en train de faire. Et le résultat final est l'adoption de lignes directrices pour le prochain quinquennat. Et il y beaucoup de choses qui ont été proposées. Il y a des choses qui ont été proposées par les gens qui ne sont pas incorporées dans les lignes directrices, mais attention cela ne veut pas dire que l'on a été écarté. Non, non, elles sont gardées et peut être devons nous y revenir parce que ce sont des propositions de la population. Peut être que nous ne pouvons pas en faire une application aujourd'hui, mais si la situation change un peu d'un point de vu de l'économie, du développement social, on peut revenir dans l'avenir sur ces idées parce qu'elles sont utiles, mais inapplicables pour le moment. Et ce sont des choses que nous continuons à travailler.

Et le résultat des lignes directrices, on ne peut pas faire tout ça en même temps, ce n'est pas possible. Mais qu'est ce que l'on a fait ? On a établie une convention nationale pour diriger l'implication de toutes les lignes directrices. C'est présidé par l'ancien ministre de l'économie, le président du conseil des ministres qui a une équipe formidable. Des gens très capables qui sont en train de pousser et de rendre compte au conseil des ministres de tout et comment fait on l'implication de tout ça. On a divisé les lignes directrices en 3 groupes : le premier se sont les mesures les plus faciles à mettre en place, c'est à dire que l'on peut donner de la vitesse au processus pour dire « voilà on est en train de faire des choses » , mais attention il y a un problème pour sa vitesse parce qu'il faut

changer beaucoup des normes juridiques, des lois, des normes administratives et nous ne pouvons pas faire tout à la fois en même temps, parce que nous ne pouvons adopter quelque chose alors qu'elle est contradictoire avec une autre. Et aujourd'hui le travail des juristes va vraiment devenir, va donner mal à la tête parce qu'ils doivent répondre d'une manière organique juste pour toutes les choses que l'on propose pour le pays, pour éviter les trous noirs dans la loi et aussi pour éviter la duplication ou la contradiction entre deux réglementations. Du point de vue juridique, il faut organiser le pays et c'est ce que nous sommes en train de faire.

- Le premier groupe était déjà en train de travailler et même il y a quelques mesures qui ont été réaffirmées par le congrès qui étaient déjà faites dans le passé mais elles n'étaient pas approuvées du point de vue du consensus national.
- Le second groupe se sont des mesures que l'on doit prendre à moyen terme, c'est à dire entre 1 et 3 ans plus ou moins. Moins rapide mais que nous sommes en train de gérer, de dessiner, comment est ce que nous devons les faire.
- Et le troisième groupe, ce sont les mesures les plus complexes. C'est là où il y en a le moins. Mais elles se feront dans un délai de 2 ans et demi jusqu'au prochain mandat.

Parfois on parle seulement de ce qui est reflété par la presse, on dit : « la propriété privée est en train de retourner à Cuba ». Moi je ris beaucoup avec ça parce qu'à Cuba, avant le congrès 90% des logements étaient privés. Alors quelle est la différence aujourd'hui ? Il n'y avait pas depuis 25 ans (et non un demi-siècle), il n'y avait pas la possibilité de vendre et d'acheter les logements. Est ce que c'était un caprice, une manière de faire de la possession. Pas du tout. imaginez vous que beaucoup de logements, beaucoup de choses appartenaient aux personnes qui ont quittées le pays au commencement de la Révolution et qu'ils ont laissé quelqu'un, surtout du personnel domestique, de service pour soigner la maison jusqu'au retour après la chute de la Révolution par tous les moyens possibles qu'ils sont en train de faire depuis un demi siècle. Vous vous rappelez les actes terroristes, l'organisation des bandits armés, l'invasion de la baie des cochons, dont nous venons de célébrer le 50e anniversaire de la victoire, et après ça c'était la crise des missiles, ça sera l'année prochaine le 50e anniversaire, bon ils ont perdu tout ça. Et aussi le blocus pendant 50 ans.

Du point de vue de la mathématique capitaliste, impérialiste, on ne pouvait pas continuer de vivre avec le blocus, avec la chute du mur de Berlin, avec la séparation de l'Union Soviétique, avec plus de blocus d'un côté, avec des mesures de rétorsion. Du point de vue de la logique capitaliste, on ne peut pas le faire, mais nous sommes contre la logique. Et ce sont des choses que quelques fois nous devons dire. Dans le domaine du logement par exemple, nous sommes en train de stimuler la construction de bâtiments et de logements, parce que nous avons une crise du logement à Cuba. Ce n'est pas à cause d'une explosion de la population, la population à Cuba reste à peu près la même, il n'y a pas une croissance de la population à Cuba. C'est un problème aujourd'hui à Cuba, le taux de natalité est le plus bas de l'Amérique latine. C'est aussi parce que c'est un problème de l'enfant, de l'implication des femmes et de la vie sociale. On est en train de retarder le moment de l'accouchement. C'est très rare de trouver aujourd'hui à Cuba un couple avec trois enfants. Deux c'est trop. Un c'est bien. Et quelques fois il y a la possibilité de beaucoup de femmes qui sont en train de sacrifier sa maternité pour se consacrer à sa vie professionnelle, scientifique, artistique, intellectuelle. On ne peut pas stimuler les choses comme ça. On ne peut pas promouvoir. On ne peut pas pousser les gens à avoir des enfants. Mais nous sommes dans une décroissance de la population depuis 1978. Ce n'est pas un phénomène qui suit le socialisme. Nous avons des chiffres, des statistiques sur ce sujet. A partir du moment où les femmes se sont incorporées à la vie sociale, politique et économique du pays avec une force incroyable, les naissances sont en baisse à Cuba. Il n'y a pas de lien avec la crise économique, avec la période spéciale. Peut être y a t il quelques influences, mais ce n'est pas ça.

Mais le problème des logements à Cuba sont anciens. Et le climat à Cuba est très dur, du point de vue de l'humidité, de la proximité de la mer, des ouragans. De temps en temps nous avons subit des ouragans il y a 3 ans. Ils ont détruits 600 milles logements dans tout le pays. Et nous sommes encore en train de « se récupérer » de ça. Nous n'avons pas finis. Nous avons encore besoin de 4 ans pour récupérer le niveau qu'il avait en 2008 avant les ouragans. Ce sont 3 ouragans incroyables. Cette année nous avons échappé. Cela fait maintenant 3 ans que nous y

réchappons. C'est une menace que nous ne pouvons pas contrôler.

Du point de vue de l'économie, il faut aussi trouver des choses pour améliorer et augmenter l'efficacité et la productivité. Ce sont des mesures que nous sommes en train de faire : l'organisation du travail. Comment est ce que l'on peut avoir un Etat dont les moyens de production restent publics ; il n'y a pas de questionnement là dessus, nous n'avons reçu aucunes suggestions de ce coté là de la part de la population, de faire une privatisation, ce n'est pas une solution pour Cuba. Je parle des grands moyens de production, les entreprises, des banques, les industries. Qu'est ce que nous sommes en train de faire ? Nous sommes en train de décharger l'Etat des quelques responsabilités qui ont été prises pendant les années 60 pour les petits métiers, pour les services, pour les choses qui ne sont pas inscrites dans les livres du socialisme, mais que nous avons pris parce que cela était nécessaire à ce moment, mais qui aujourd'hui n'est plus. C'est pour ça que nous sommes en train de le changer.

C'est l'autorisation pour 181 métiers dont on peut trouver la licence dont on peut ouvrir les petits, les grands marchés selon les lois du marché. Attention, quand je dis les lois du marché, ce sont les lois du marché à Cuba. Est ce que l'on peut stimuler ça ? Oui on peut le stimuler, mais est ce que l'on peut garantir que tout le monde aura du succès en jouant au petit capitaliste, pas du tout. Combien de petites entreprises est on en train d'ouvrir ici en France chaque année et qui ne connaissent pas le succès et qui les ferment l'année suivante ? Petits bistrotts, petits salons de coiffure, on commence avec beaucoup d'enthousiasme et au bout de quelques mois, on doit fermer parce que l'on ne peut pas assurer. Mais ça dépend aussi de la créativité, de la consécration, de la vilité, mais aussi de la situation du marché.

L'année dernière je parlais des coiffeurs et des coiffeuses, aujourd'hui ça marche très bien sans problème. Mais auparavant, il y avait une entreprise d'Etat pour le contrôle des coiffeurs et des coiffeuses. Qu'est ce que nous sommes en train de faire ? Nous sommes en train de louer les salons et la personne est en train de fixer les prix. Par exemple, une coupe de cheveux à Cuba, pour un homme ou une femme est de 20 pesos cubains. Ce qui correspond en euros à environ 70 centimes [à Euros!à Euros!]. La question qui se pose aujourd'hui c'est la question des repas. Qu'est ce que font les gens aujourd'hui, ils préparent quelque chose chez eux, d'apporter, il y a la possibilité de manger des choses. C'était un problème qui était dans les mains de l'Etat auparavant, aujourd'hui c'est un problème privé, personnel. Est qu'aujourd'hui il y a la possibilité de faire un contrat avec une petite cafétéria, oui bien sur et on fait des choix, quelle est la meilleure, quel est le bon prix, quelle est la qualité, quelle est la diversité et aujourd'hui ce n'est pas un problème d'Etat, c'est un problème particulier, de chacun, mais tout le monde est en train de manger. Il n'y a pas de famine. On a changé tout ça.

Auparavant, il y avait un problème énorme parce que dans toutes les cantines, il y avait une grande structure, de gens en train de faire des choses. Aujourd'hui c'est la même chose avec les obédiences. Avant dans toutes les entreprises il y avait l'école des obédiences, l'école de nettoyage, l'école de je ne sais pas combien de choses. Aujourd'hui nous sommes en train de faire la constatation des services de nettoyage, des services d'obédiences, qui parfois sont plus fiables. Ils ne sont pas en train de demander l'identité des gens, on se connaît. Mais aujourd'hui nous sommes en train d'aller vers un chemin le plus sûr possible du point de vu de l'efficacité des ressources. On ne peut pas charger sur la production des choses qui n'ont rien à voir, qui sont des services. Service pour le service, production pour la production. Et c'est ça la mise à jour du processus. Comment peut on augmenter l'efficacité, mais surtout à partir de la concertation des personnes, des travailleurs, des ouvriers, des paysans ?

Par exemple, du temps où j'étais à l'université moi, je n'avais pas la possibilité de travailler. Moi je ne pouvais pas travailler pour gagner quelque argent pour mon divertissement peut être. Aujourd'hui c'est possible. Mon but est de devenir un bon professionnel, mais on peut faire d'autres choses. On ne peut pas avoir tout le temps papa en train de nous donner. C'est l'augmentation de la participation de toute la population dans le progrès. On ne peut pas faire de la manière dont on fait quelque fois quand on est petit : attendre que maman nous nourrisse. Nous ne pouvons pas continuer comme ça. Et ce sont des choses que même la population a dit, a fait des propositions sur ce sujet. Ce sont des choses que nous sommes en train de changer.

Bien sur nous n'avons pas trouvé la baguette magique pour faire à ça. Ça prend beaucoup de temps. Et il y a aussi une chose qui n'était pas présente à Cuba, c'est une culture des impôts. Mais pas les impôts avec la TVA et tout ce genre de chose que vous connaissez mieux que moi. Ce sont de impôts en fonction des recettes et pour les gens, ceux qui reçoivent le plus sont ceux qui ont les impôts les plus grands, c'est progressif, c'est proportionnel. Ce n'est pas pour tout le monde. Par exemple, moi je ne paie pas d'impôts parce que moi je n'ai d'entreprise, je n'ai pas de cafétéria là bas. Je ne suis pas en train de louer une chambre, je n'ai pas de recettes additionnelles à mon travail. C'est pour à ça que moi je ne paie d'impôts. Mais les gens qui sont en train de louer des maisons, des voitures et bien il faut payer des impôts. Dans tous les pays du monde il y a des impôts, mais à Cuba c'est un peu différent. Ceux qui gagnent le plus sont ceux qui payent le plus. Et c'est là la formule pour maintenir l'équilibre, la balance de l'économie et pour maintenir la manière la plus équitable possible de la redistribution des richesses dans la société. Je en suis pas en train de donner des formules, mais c'est notre formule, et à ça marche.

Du côté de l'économie, nous sommes aussi en train de réduire les ministères. Nous venons de faire l'abolition du ministère de l'industrie sucrière. Oh comment, mais Cuba est un pays « sucrière » ? Il y a une 20aine d'années oui, nous étions un pays « sucrière », mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Aujourd'hui nous ne produisons qu'un million trois-cent quatre-vingt mille, c'est pour la consommation nationale et pour vendre dans quelques pays ; parce que nous ne pouvons pas vendre de sucre dans le plus grand marché du monde que sont les Etats-Unis. Et les autres grands marchés, ils ont disparu, c'était les marchés des pays de l'Est. Avant 1992, nous avons signé avec ces pays la possibilité de 6 millions de tonnes de sucre. Mais à partir du 1er janvier 1992 tout a été annulé. Et nous sommes restés avec nos stocks de 6 millions de tonnes de sucre. Qu'est ce que l'on peut faire avec 6 millions de tonnes de sucre ? Nous l'avons fait. Nous avons mangé à ça. Avec 800 mille tonnes de pamplemousses. C'est pour à ça que moi je sais que vous aimez beaucoup les pamplemousses et chaque fois que vous venez à Cuba on vous propose des pamplemousses, mais vous ne verrez jamais un Cubain en train de manger un pamplemousse parce que nous avons une saturation des pamplemousses historique. Parce que nous avons perdu tous les marchés que nous avions d'un jour à l'autre. Et même dans le cas de l'ancienne Allemagne, au moment de l'unification des deux Allemagnes, la nouvelle Allemagne a réexpédié tous les aliments internationaux des deux côtés. Et tout le monde applaudit. C'est un grand mensonge du gouvernement allemand parce qu'ils ont peut être fait avec d'autres pays, mais avec Cuba, ils ont annulé tout à ça, même la consommation de sucre et de pamplemousses. C'est pour à ça que dès que je parle des pamplemousses me reviennent à moi mes amis d'Allemagne.

Nous sommes en train de renouveler l'économie du pays, et à ça commence à donner quelques chiffres. Nous estimons la croissance de cette année à 2,9%, ce malgré le blocus et la situation qui continue avec les Etats Unis, à ça ne change rien. Et d'un autre côté nous sommes en train d'établir des relations avec les autres pays d'Amérique Latine. Avec le Vénézuéla, on pourra en parler après à ça, dans le cadre de l'ALBA, aussi avec d'autres pays, le Nicaragua, vous venez de voir la réélection du Président Ortega avec une majorité écrasante, plus grande que la victoire qu'il a eu il y a 5 ans, mais bien sur personne ne parle de à ça. Il avait gagné l'élection précédente avec 38% parce que selon la loi ce n'est pas nécessaire d'avoir la majorité plus 1, ma majorité c'est le chiffre le plus grand avance plus de 5% d'avance que la personne qui vient derrière. Voilà , c'est la manière du Nicaragua, il faut la respecter. Mais à cette élection 65-66% ont voté pour lui. Pourquoi ils ont voté pour lui ? Est ce qu'ils sont fous, comme ils sont en train de dire, est ce qu'ils sont bêtes ? Non, non, non, c'est parce qu'il y a des résultats du point de vu social et économiques au Nicaragua.

On est en train de récupérer des choses qui ont été faites pendant la Révolution sandiniste des années 80 et qu'ils avaient tout perdu. Il y avait une marche en arrière incroyable. Et avec d'autres pays nous avons établis des liens très importants d'un point de vue économique et social. Avec la création dans quelques jours, du deuxième cri de l'indépendance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce sera la constitution pour la première fois du CELAC, la Communauté des pays d'Amérique Latine et des caraïbes, ces 33 Etats sans la présence des Etats Unis, sans la présence du Canada, sans présence des Etats qui ont des territoires sur le continent, donc la France et sans la présence des anciennes métropoles comme l'Espagne ou le Portugal qui sont en train de maintenir une autre chose qui s'appelle la Communauté ibéro-américaine, qui à mon avis est en train de décéder de manière naturelle parce que Pour la première fois nous avons décidé tous ensemble d'être indépendants, de prendre notre chemin.

Et c'est pour ça que nous considérons que c'est notre deuxième cri d'indépendance après 2 ans en train de faire des choses pour devenir indépendant. Parce que nous avons gagné l'indépendance vis à vis de l'Espagne mais nous sommes tombés sous le joug de l'impérialisme américain. C'est la cour arrière des Etats Unis et c'est pour ça qu'il faut tenir compte. Moi je ne vois pas beaucoup de nouvelles dans la presse sur cette situation ici, c'est une chose qui ne passe pas. Mais à présent je suis le Président du groupe des ambassadeurs d'Amérique Latine ici en France pendant 2 mois, il faut en profiter pour célébrer. Nous sommes en train d'organiser une conférence de presse dans le centre d'accueil pour la presse internationale, ça dépend du Ministère des Affaires Etrangères pour le 9 décembre prochain, pour inviter la presse et faire connaître ce qu'il est en train de se passer là bas. De notre côté, c'est la chose que nous pouvons faire, de transmettre, de montrer, d'inviter des gens, mais surtout de communiquer auprès de tous les média possibles mais quelques fois cela va contre les lignes éditoriales, ils pensent que là bas il ne se passe rien, il n'y a pas de votation citoyenne, il n'y a pas de socialisme du 20e siècle, c'est un trou noir dans la planète où il y a des dictateurs et tout ça. Ils essaient de répéter tout le temps la même chose pour essayer de gérer et de ne pas nous laisser penser. C'est là la situation dont je voudrais vous rapprocher et si il y a des questions.

Olivier Bouchard (Paris) : Merci au camarade, citoyen et ambassadeur pour son intervention. Sur la propagande idéologique, j'ai fait un voyage à la Havane plus récemment que ça, sur la liberté de parole, c'est même difficile de les arrêter de parler. Les ouvrières en tout cas ont tellement de choses à dire qu'il est difficile de les faire taire. Ça serait plutôt l'inverse de l'absence de liberté de parole. Ceci dit j'aurais une question à poser, moi même en tant que travailleur ; ce n'est pas une question piège dans ligne éditoriale de la presse libérale, plutôt une question fraternelle vis à vis des travailleurs cubains : les travailleurs qui étaient employés dans la restauration collective et la sécurité, c'est un choix politique de ce que j'ai entendu, d'avoir dessaisi l'Etat de ces secteurs là , mais à quoi sont ils maintenant employés ?

Bernard : Merci à notre camarade cubain. J'ai adoré ton petit accent, c'est formidable. Je voudrais poser une question très précise concernant la baisse de la natalité. Qu'en est il des la situation des femmes sur le plan officiel et médical concernant la contraception et l'intervention volontaire de grossesse ? Merci. Didier (ouvrier métallurgiste, adhérent du Parti) : Moi je me suis posé une question sur la monnaie. Aujourd'hui en Europe nous avons des débats sur l'Euro parce qu'à Cuba il y a le pesos [à Euro!]

Orlando (réponses) : [à Euro!] Ce n'est pas facile de le dire. Mais nous sommes en train d'offrir des possibilités à la personne, ce n'est pas pour le virer et le laisser à son propre sors. Non ! c'est un progrès que l'on est en train de faire dans tout le pays en même temps. Il y a aussi de nouveaux chantiers que l'on est en train d'ouvrir dans tout le pays. Il y a beaucoup de soucis, des industries que l'on est en train de développer, il y a de grands plans qui sont en train d'être développés, comme par exemple dans l'industrie pétrochimie mais aussi des zones de développement spécialement industrielles que l'on est en train d'agrandir, mais on ne parle pas de ça ici. Mais ce sont des choses que même les grandes entreprises françaises connaissent très bien, et elles sont très intéressées pour s'implanter à Cuba parce qu'elles n'ont pas la concurrence des Américains. Et c'est bon pour les grandes entreprises, pour les petites et les moyennes aussi. On travaille beaucoup avec des entreprises françaises qui sont en train de trouver des niches d'opportunités à Cuba qu'avant ils ne savaient pas que cela existait. Et ce sont des emplois que nous pouvons créer à partir de l'éducation, de la capacité professionnelle parce qu'ils ont un niveau de scolarité très haut, ce qui n'a rien à voir avec le niveau de scolarité dans les autres pays d'Amérique Latine, pour me limiter à l'Amérique Latine seulement.

Ce sont des possibilités pour la concurrence et la compétitivité. Si nous n'avions pas la possibilité de faire d'autres choses, c'est parce que nous sommes dans un cercle économique avec le blocus, qui est très difficile pour les entreprises. Très récemment, vous aviez le cas de la société des containers à Marseille, l'ACGM, tout le monde connaît ça à Marseille c'est le symbole de l'essor, mais pour nous c'est le symbole de la domination des Etats Unis en France, parce qu'ils ont dégagé une grande quantité d'argent pour régler une chose dont on ne sait pas si c'est une amende, une pression, qu'est ce que c'est ça, parce que même l'entreprise a émis son communiqué en

anglais, pas en français. Si on cherche la page web de l'entreprise, on ne trouvera jamais la nouvelle qu'ils sont payés. Ils ont donné 350 millions au gouvernement des Etats Unis. Vous savez pourquoi ? Pour faire le transport de produits vers Cuba. Pourquoi ont ils payé ? C'est une entreprise française ou une entreprise américaine ? Pourquoi une entreprise française doit payer au gouvernement américain pour faire quelque chose ? Ce sont des questions qu'il faut se poser.

Il y a même un journaliste là bas qui continu de demander à l'entreprise marseillaise. Ca devrait être un symbole d'indépendance, d'intégrité nationale, non ?

Sur la contraception et l'Intervention volontaire de grossesse : A Cuba, dès l'école il y a une éducation sexuelle pour les jeunes, pour les enfants. Ca commence à la crèche. Il ce sont des choses où en même temps il y a la possibilité d'avoir la planification familiale, avec l'autorisation de tous les contraceptifs possibles. Bien sur ce n'est pas facile parce que cela nous créé beaucoup de problèmes avec l'Eglise catholique. Imaginez vous que le Pape ira à Cuba l'année prochaine parce que c'est le 400e anniversaire de l'apparition de la vierge et le Pape ira là bas. Mais c'est un problème parce qu'il y a beaucoup de personnes qui sont contre la contraception qui son en train de mettre des méthodes anti-contraceptives. Pour nous il y a la possibilité de faire de choses. Pour l'IVG ce n'est pas la méthode contraceptive la plus désirée, mais bien sur il y a la possibilité pour chaque femme, si il n'y a pas de danger du point de vue de la santé. Ce n'est pas la méthode la plus recommandée, ce n'est pas la manière de résoudre les choses.

Mais le problème du taux de naissance à Cuba est une chose qui nous préoccupe beaucoup parce que nous sommes en train de devenir la population la plus vieillissante de toute l'Amérique. Aujourd'hui l'espérance de vie à Cuba pour les femmes est de plus de 80 ans et pour les hommes plus de 77. on est en train d'arriver à une moyenne de 78 ans. Pour un pays où au moment de la Révolution, l'espérance de vie moyenne était de 53 ans. C'est à dire que nous sommes en train de devenir chaque fois une population plus vieille, mais avec plus de joie de vivre en même temps. C'est une chose très importante qu'il faut maintenir, jusqu'à la fin avec l'esprit de la jeunesse et la lucidité.

Avec la double monnaie, c'est seulement double, pas triple. Mais nous en avons 4, parce qu'il y avait quelques endroits à Cuba où nous pouvions acheter des choses en Euros et dans d'autres endroits avec le Dollars américain. Mais il y a quelques années le Dollar américain a été éliminé de l'utilisation. Ce n'est pas parce que nous ne voulions pas l'utiliser, c'est parce que nous ne pouvions pas l'utiliser. Il y a des persécutions contre les banques internationales qui sont en train d'utiliser l'argent qui est en train d'arriver à Cuba, surtout le Dollars américain. Pour nous c'est un problème de mettre en banque des Dollars américains, c'est pour ça que tout le monde vient à Cuba avec des Euros, des Livres sterling. Quels sont les résultats de la discussion ?

Tout le monde est d'accord qu'il faut éliminer la double monnaie parce que nous ne pouvons pas continuer avec la double monnaie. Et même dans la discussion du Parti, il y a la décision d'éliminer la double monnaie. Mais pour arriver à cette situation, on ne peut pas dire « bon bien aujourd'hui c'est fini et on va faire la conversion », non c'est un processus qui dépend aussi de pouvoir donner un appui, une réponse productive aux nécessités de la population. On ne peut pas faire l'élimination, nous le ferons de manière graduelle, intelligente. Mais aujourd'hui nous sommes encore mieux parce qu'avant il y avait 3 monnaies, il y avait le Dollar. Aujourd'hui le Dollar est écarté mais ça reste 2. il y a 4-5 ans j'ai reçu un monsieur de la banque mondiale, il ne comprenait rien à ce qui se fait ici, comment vous savez où utiliser le pesos convertible et où utiliser le pesos cubain . sortez de votre conférence et allez dans la rue, tu verras exactement où sont les endroits pour le pesos convertible et où sont les endroits pour les autres monnaies. Est ce que l'on peut acheter du café en monnaie convertible ou en pesos cubain ? Les deux. Est ce que l'on peut acheter des cigares en pesos convertible ? Oui les deux. Est ce que l'on peut acheter des tomates en pesos convertibles ? Oui les deux. Mais alors pourquoi on ne peut pas faire ça ? Ah c'est plus compliqué. Mais il faut en sortir. Aujourd'hui c'est une situation que nous devons éliminer parce que nous ne pouvons pas faire les comptes il y a des distorsions. C'est pour ça que j disais que c'était 75 centimes pour

avoir une coiffure. C'est pas exactement vrai. Ce n'est pas la valeur de tout à ça.

Au point de départ, c'est un pays où toute l'éducation est gratuite ; le point de départ c'est un pays où l'on ne payait pas d'impôts ; le point de départ c'est que c'est un pays où la santé publique est entièrement gratuite même une greffe de coeur c'est gratuit, un pays où il y a une sécurité sociale incroyable ; où la culture est presque gratuite ; où le sport aussi, c'était gratuit jusqu'à il y a quelques années, on doit payer quelques centimes pour voir les matchs entre la France et Cuba de volley ball â€¦ Ici on doit payer combien pour voir un match ? C'est pour ça que l'on ne peut pas faire les même choses sur les même comparaisons. Mais oui nous sommes dans une décision d'abolition de la double monnaie. On ne peut pas continuer comme ça. C'est une des mesures dont je parlais dans le 3e groupe. Des choses à éliminer d'ici 2 ans et demi à 5 ans. On ne peut pas le faire tout de suite. On doit résoudre d'autres problème sur le chemin.

Et aussi pour le problème des travailleurs qui sont disponibles aujourd'hui. Je peux vous assurer 350 milles personnes ont demandé la possibilité de travailler sur la terre qui étaient en friche. L'année dernière j'avais dit ici que nous n'étions pas satisfait parce que nous avons délivré la terre mais la terre n'était pas productive. Aujourd'hui nous avons délivré 1 million 300 milles hectares de terrain qui étaient en friche et aujourd'hui 79% sont productives, l'année dernière c'était la moitié seulement. Ça veut dire que cela commence à stimuler, pas seulement la production mais aussi augmenter la production des animaux, de l'alimentaire, mais aussi cela permet de réduire l'importation des denrées alimentaires. Et c'est une chose élémentaire pour nous. On doit augmenter l'indépendance alimentaire, nous ne pouvons pas dépendre des autres. Il y a beaucoup de choses que nous ne pouvons pas faire à Cuba : les bons vins, les bons fromages, les bons blés de la France, la bonne malte pour faire de la bière, tout ça on ne peut pas le faire à Cuba. On ne peut pas les cultiver à Cuba parce que les conditions climatiques ne le permettent pas. Mais on peut faire d'autres choses : le bon café, le bon sucreâ€¦ les bons pamplemousses si vous nous aidez à trouver un bon marché ici. Et beaucoup d'autres choses, des fruits naturel par exemple, mais on peut faire de la viande de porc. Nous avons éliminé l'importation de viande de porc. Nous sommes maintenant de nous autoproduire. Mais le poulet par exemple nous ne sommes pas encore capables, nous sommes en train d'acheter de la viande poulet ici en France, au Brésil [â€¦]

Sur la politique d'immigration de Cuba, aujourd'hui, nous ne sommes pas un pays qui reçoit des immigrés d'autres pays . mais il y a toujours le symbole de Cuba que c'est un goulag, que l'on ne peut pas sortir de Cuba. Je ne pense pas que la chose la plus difficile soit de sortir de Cuba, c'est que nous sur l'île, c'est de trouver des visas pour entrer dans des pays, même pour les délégations officielles c'est très difficile de trouver des visas. Pour aller aux Etats unis par exemple c'est très difficile. Je pense qu'il y a des demandes, des réclamations de la population de libéraliser encore plus la possibilité des démarches du point de vue du côté cubain, mais le problème (d'ici la fin de l'année on verra quelque chose sur ce sujet) sera pour les consulats des pays à la Havanes parce que ce sera le moment où l'on verra des files d'attente devant les ambassades, devant l'ambassade d'Espagne, de la France, parce que si les gens veulent sortir pour se promener ; aujourd'hui pour amener quelqu'un de Cuba ici, je ne sais pas combien il faut de papiers, une déclaration devant les Préfets, devant le Maire, c'est très difficile. Et ce n'est pas exigé par le côté cubain, c'est exigé par le côté qui va recevoir les gens ici. Pour dire l'année dernière 60 000 Cubains sont sortis de Cuba pour travailler dans le domaine de la culture avec des contrats. D'ailleurs je vois ici quelques affiches qui annoncent que dans quelques jours, il y aura à Lyon quelques groupes musicaux et de danse cubains. Il y en aura 3 différents : un ballet classique, un ballet populaire et une comédie musicale ! en même temps ! Et ce ne sont pas les seuls. Et je peux vous assurer que c'était très difficile parce que le marché est très contraint et très stricts. Mais ils ont assuré par leur qualité et leur communication avec le peuple. Je vous amène à voir l'affiche qui est derrière.

Le rapport avec la Chine. Il y a de très bon rapport avec la Chine politique, économique, il y a des lignes de crédits, commerciales. La seule chose qu'il n'y a pas ce sont de gros investisseurs de Chine à Cuba. Pourquoi ? C'est un grand mystère. Non ce n'est pas un grand mystère. Le problème c'est que nous à Cuba, nous sommes en train de mettre en place des règles de défense de la nation, de la souveraineté et de l'indépendance. Ce n'est pas comme dans les autres pays où ils sont en train d'arriver pour acheter de la terre, des mines, pour faire de l'exploitation.

C'est la même chose d'avoir une compagnie chinoise, une compagnie suisse, à Cuba ça ne marche pas et c'est pour ça que ça ne marche pas. C'est dommage mais c'est pour ça qu'il n'y a pas de gros investisseurs chinois.

Et l'autre problème qu'à la Chine, c'est qu'ils ont de grosses entreprises mais la technologie quelques fois ce sont des entreprises américaines et nous ne pouvons pas utiliser cette chose. Quand on regarde, non c'est américain, on ne peut pas l'utiliser à Cuba. Et quand c'est une technologie française, alors il faut aller à la source. On va directement à la compagnie française. Pourquoi passer par une compagnie chinoise ? Pour avoir une valeur attachée à ça et payer plus. Non c'est mieux d'aller directement vers ceux qui sont en train de développer la technologie. Il y a des histoires, comme dans les câbles sous-marins entre Cuba, le Venezuela et la Jamaïque où l'on trouvait des dépendances de satellites américains et cela a été fait avec des câbles français. Et nous l'avons fait avec la France parce qu'avec les Chinois la qualité n'était pas la même. Mais d'un point de vue politique, il y a de très bons rapports, de très bons échanges, du point de vue scientifique aussi. Mais c'est très difficile pour nous d'entrer dans le marché chinois. C'est très restrictif, c'est très limité. Si il n'y a pas des normes, des échanges équitables, on ne peut pas faire la même chose de l'autre côté. On ne peut pas laisser la souveraineté et l'indépendance. Avec la Chine, mais aussi avec tout le monde !

Le rôle de la femme dans le pouvoir à Cuba. La femme a le pouvoir à Cuba. (Rires) Chez moi et partout. Mais nous ne sommes pas encore content. La quantité de femmes qui sont entrées au Comité Central du Parti Communiste, c'est seulement 42%, ce n'est pas une équité. Au Parlement se sont 44% des parlementaires qui sont des femmes. En France il y en a plus qu'en France- Oui mais nous en sommes pas contents parce qu'à Cuba il y a plus de femmes que d'hommes. Oui nous sommes matriarcaux. Par exemple à Cuba, 66% des scientifiques sont des femmes, 90% des enseignantes se sont des femmes, 70% des médecins se sont des femmes mais nous avons encore La vice présidente du Conseil d'Etat à Cuba est une femme, mais personne ne la connaît ici.

Et pourtant elle est la contrôleuse de la République, cela veut dire qu'elle s'occupe de la Cour des Comptes, ça veut dire qu'il faut la respecter. Elle a le pouvoir et elle est en train de couper la tête de gens qui ne sont pas non je parle sérieusement. Mais nous avons par exemple une quantité très limitée de ministres au gouvernement, 6 ou 7 femmes ce n'est pas beaucoup. On doit continuer. Dans les directions de Parti par exemple, nous n'avons pas beaucoup de membres, ce n'est pas beaucoup, il faut l'améliorer. Dans la Conférence du Parti qui se tiendra en janvier prochain, le Premier secrétaire, Raoul Castro a dit lui même qu'il faut améliorer le nombre de femmes au Comité Central parce que la Direction du Parti n'est pas content de cette disproportion. Ce n'est pas positif et il faut l'améliorer. Ça veut dire que le 20 janvier 2012 on verra quelques changements positifs dans la situation des femmes. Elles ont le mérite, il faut le donner tous les pouvoirs, pour régler la situation du ménage, au ménage national aussi. Oui il faut toujours la participation des femmes.

Pour la retraite, très rapidement. Pour la retraite à Cuba, jusqu'à l'année dernière, elle était de 55 ans pour les femmes et 60 pour les hommes. Mais c'était la même retraite quand nous avions une espérance de vie de 53 ans. Aujourd'hui nous avons augmenté jusqu'à 78, cela veut dire qu'il y a eu après une discussion très longue de quelques années avec tous les syndicats, avec toute la population ; nous avons augmenter l'âge de la retraite à 60 ans pour les femmes et 65 pour les hommes mais de manière progressive. Il faut voir ça dans le contexte de Cuba. C'est très différent avec le contexte français. Cela m'a coûté une très grande discussion notre ami le secrétaire général de la CGT ici parce qu'il était en train de défendre quelque chose ici pour la France, mais à Cuba c'est complètement différent. A Cuba les gens, la retraite n'est pas obligatoire, c'est volontaire. Et si on continue à travailler on accumule un pourcentage plus grand pour la retraite. Et nous avons des exemples de gens avec une longue vie productive qui ne sont pas capables nous avons par exemple la Directrice du Ballet National de Cuba, elle aura l'année prochaine 91 ans et elle continue de travailler, très lucide et très active. Nous avons un exemple, un médecin par exemple devient consultant, on ne peut pas être ça tout le temps, mais on devient consultant.

Le pouvoir d'achat En France il y a encore à Cuba, beaucoup de produits qui sont substitués. Ce sont des choses que nous sommes en train de changer. Ce sont des choses que nous avons demandé. Il y a l'élimination progressive du

carnet de rationnement. Mais ce n'est pas un carnet de rationnement, c'est un carnet de distribution pour une quantité de produit. Mais aujourd'hui on est en train de changer. Pas de changer les produits, mais de substituer les personnes, de voir qui sont les personnes qui en ont besoin, est ce que c'est un retraité, est ce que c'est quelqu'un qui a un problème, on va s'arranger pour cette personne, mais pas pour toute la population. Mais nous avons à Cuba des choses incroyables. Par exemple un Cubain a reçu du café à partir de sa naissance et peut être qu'il passe toute sa vie sans boire de café ! Ce n'est pas comme ça que l'on doit faire. Il y a des moments de distribution, mais le plus équitable possible. On peut changer ça parce que tout le monde ne boit pas de café, pas tout le monde ne boit du rhum, pas tout le monde ne boit de la bière, presque tout le monde, mais pas tout le monde. Mais tout le monde mange du pain. Ah il faut préserver quelque chose. Tout le monde à Cuba mange des haricots et de temps en temps du poulet mais il faut maintenir l'équilibre. Il faut remplacer le système d'aujourd'hui pour le rendre le plus équitable mais pour protéger les jeunes ou les plus vulnérables, mais pas tout le monde, parce que le propriétaire d'un restaurant aujourd'hui, il est en train de recevoir la même chose que moi. Ce sont des choses qu'il faut changer. Ce sont des changements qui ont été demandés par la population et ce sont des choses que nous sommes en train de changer.

Et pour finir, le Comité de Défense de la Révolution, ça continue depuis une cinquantaine d'années. Nous avons un ennemi la bas et il faut se protéger parce qu'il y a encore des coups d'Etat, il y a encore des sabotages. Les ennemis de la Révolution cubaine sont partout. Aujourd'hui le pays est plus ouvert que jamais, nous recevons cette année plus de 2 millions de touristes et c'est très facile de trouver une carte d'accès pour le touriste à Cuba, et la grande majorité des gens ce sont de vrais touristes mais il y a aussi des gens qui sont là pour nuire, pour créer des problèmes du point de vue de la sécurité nationale. Vous regarderez quelques fois il y a des gens qui sont en prison, non pas parce qu'il est juif, non mais parce qu'il est en train de faire un réseau de transmission, de communication, d'information prêtée, mais qui n'a rien à voir avec la communauté juive. La communauté juive à Cuba ne connaît pas ce monsieur ; mais ce monsieur n'est pas un agent de la CIA parce qu'aujourd'hui on ne s'appelle pas des « agents », on s'appelle des « sous-contractés », c'est la modification des mots. Aujourd'hui c'est quelqu'un qui est payé pour faire une chose. C'est un salarié qui est payé par une compagnie de sous traitance, ce n'est pas l'agence, c'est la sous traitance. Mais ce monsieur qui est en prison il a une longue histoire, il fait les mêmes travaux depuis un quarantaine d'année dans les mêmes conditions. Mais à Cuba, il a été pris avec les mains sous la masse. Mais aujourd'hui on est en train de travailler pour améliorer les conditions de la santé, de l'éducation, pour voir les cas sociaux des gens qui ne sont pas incorporés au travail. Mais pas un système de répression. Ce n'est plus les années 60-70. Mais on doit le réformer.